

En fait, si la grande majorité des Canadiens pouvaient retourner au travail, le gouvernement trouverait à économiser 76 milliards. Il réaliserait des économies importantes s'il redonnait du travail aux gens en stimulant ces secteurs-là, qui sont les meilleurs générateurs d'emplois.

La circonscription que je représente est régionalement mal en point je dirais depuis la Confédération, sous les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé. Nous voulons mieux. Nous voulons une stratégie industrielle qui s'occupe directement de faire disparaître les disparités régionales. Nous voulons un gouvernement qui s'occupe davantage de trouver les moyens de faire baisser le chômage, en se fixant des objectifs de création d'emplois plutôt que des objectifs de réduction du déficit. Si cela était fait, nos concitoyens des régions qui ont besoin d'une stratégie industrielle et qui ont besoin d'emplois s'en trouveraient beaucoup mieux; ils travailleraient, ils conserveraient leur dignité auprès des leurs.

M. St. Germain: Monsieur le Président, je m'étonne que le député critique le gouvernement libéral à propos de ses programmes, alors que son parti a voté avec lui en 1980, comme il l'a dit dans ses propos d'aujourd'hui.

M. Fulton: C'était en 1979.

M. St. Germain: C'était en 1979 mais vous avez continué en 1980. Vous vous êtes associés à eux durant si longtemps qu'on n'y voit plus de différence.

M. Althouse: Vous avez voté avec eux plus souvent que quiconque.

M. St. Germain: J'ignore quels sont les antécédents du député, mais je le vois qui préconise non seulement de ne pas toucher au déficit mais de l'alourdir de 30 milliards de dollars de plus.

Je puis dire à la Chambre où sont passés les emplois. Les petites entreprises ont été ruinées par des taux d'intérêt élevés attribuables au déficit. Or le député d'en face préconise un déficit accru.

Tous les économistes et quiconque s'y connaît le moins en affaires se préoccupent par dessus tout des taux d'intérêt élevés. Or le député préconise à la Chambre d'accroître le déficit.

Il préconise en outre d'engloutir plus d'argent dans des programmes de création d'emplois qui ne sont que des solutions-cataplasmes. Leurs associés, les libéraux, y ont recouru durant quatre ans, et avec quel résultat? Nous avons l'un des taux de chômage les plus élevés du monde occidental.

Le député a parlé du chômage dont souffrent les gens de sa région. Il devrait venir visiter la région de Mission-Port Moody pour voir ce que c'est que le chômage créé par un déficit écrasant géré par un gouvernement inconscient.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je remercie le député de me donner l'occasion d'éclairer sa lanterne. S'il se donnait la peine d'étudier les comptes rendus—je reconnais qu'il ne siège ici que depuis peu—il constaterait que les conservateurs ont voté avec les libéraux plus souvent que nous durant la période de gouvernement minoritaire de 1979 à 1980.

Deuxièmement, bien que je n'approuve pas ce qu'a fait Ronald Reagan aux États-Unis, le fait est qu'il y a fait grimper le déficit. Bien que notre parti ne consentirait jamais à voir accroître le déficit par une augmentation des dépenses militaires et n'approuve pas le président Reagan de l'avoir fait, nous

avons là l'exemple d'un président conservateur, le plus conservateur des conservateurs, du pays le plus puissant du monde qui ne se préoccupe bien peu du déficit. Il a dépensé sans compter dans le domaine de la défense. Le chômage aux États-Unis atteint 7 p. 100 ce qui ferait bien notre affaire.

M. McDermid: Êtes-vous d'accord pour les dépenses au chapitre de la défense?

M. Rodriguez: Nous ne préconisons pas la création d'emplois qui n'en sont pas. Nous croyons depuis longtemps qu'il appartient à la banque centrale, contrôlée par le gouvernement, de fixer les taux d'intérêt. Ces derniers devraient concorder avec le taux d'inflation, mais alors que celui-ci se situe à 3 p. 100, nos taux d'intérêt s'élèvent à 11.2 p. 100. C'est une honte mais le député approuve. Rien d'étonnant que les banques canadiennes soient les plus riches au monde. Nous devrions établir une stratégie industrielle à propos des taux d'intérêt.

Je suis certain que la circonscription du député se compare à la mienne. Nous avons du mal à attirer chez nous des industries de transformation. La faute en 1957 est attribuable aux frais de transport. Au coût de l'énergie et au manque de capitaux. Il faudrait que le gouvernement fédéral et les provinces—en ce qui me concerne, l'Ontario—mettent au point une stratégie industrielle qui nous donne les moyens d'attirer des industries dans les régions qui ne comptent pour l'instant que sur un seul secteur industriel. Par contre, cette stratégie devrait aussi avoir pour effet d'empêcher les industries d'aller s'installer dans des régions surdéveloppées, notamment le «Golden Horsehoe», où l'environnement ne permettra pas aux millions de personnes qui, estime-t-on, vont habiter cette zone au début de l'an 2000, de survivre. Il nous faut une stratégie industrielle à deux volets.

Il importe de réduire les taux d'intérêt, mais n'attendons pas que la solution nous tombe du ciel. Cette tâche appartient au gouvernement et c'est lui qui doit s'acquitter de cette obligation.

M. le vice-président: Le député de Gander-Twillingate (M. Baker) peut poser rapidement sa question.

M. Baker: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député qui nous revient après une longue absence. Je me demande si la solution qu'il propose sera vraiment souhaitable à la longue. Le député s'intéressait aussi aux emplois d'été pour les étudiants. Quelles sont les perspectives pour l'été prochain?

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je suis heureux que le député me pose la question. Nickel Belt compte un gros employeur, International Nickel, et un petit, Falconbridge. Jusqu'ici, les enfants des employés y cherchaient des emplois. Depuis que ces sociétés sont en difficulté, les emplois ne sont plus offerts aux étudiants. Ces derniers ont besoin de travailler pour poursuivre leurs études postsecondaires.

J'ai eu de la peine et j'ai même ressenti de la colère quand la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a éliminé le programme Été Canada. C'était un programme de création directe d'emplois d'été qui permettait aux étudiants d'employer leur créativité et leur énergie dans d'autres emplois là où il n'existe qu'une seule industrie. Je trouvais cela très important pour les étudiants parce sans ce travail, ils doivent